

Changement de stratégie à Kinshasa face au pouvoir de Kabila

RD Congo Ce lundi, une journée de manifestations est annoncée sur tout le territoire national.

Analyse Hubert Leclercq

C'est le début d'une nouvelle partie dont Kabila ne sera plus l'arbitre", explique un membre du mouvement citoyen congolais Lutte pour le Changement, alias "Lucha", joint par téléphone ce dimanche. Un mouvement qui s'est surtout fait connaître initialement dans l'est de la République démocratique du Congo avant d'essaimer dans la plupart des grandes villes. C'est ce mouvement qui a initié le mot d'ordre pour ce lundi 31 juillet. Une date qui coïncide avec l'ultimatum lancé au patron de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) par l'opposition pour la publication d'un calendrier électoral crédible qui doit prévoir l'organisation de la présidentielle en décembre 2017.

En réalité, même si l'opposition politique, les mouvements citoyens et la communauté internationale continuent de marteler ce message, force est de constater que, dans la réalité, plus personne ne croit que ce scrutin puisse encore être organisé à cette date vu la mauvaise volonté du pouvoir en place.

Corneille Naanga, le président de la Ceni, l'a d'ailleurs déjà annoncé à quelques reprises : "il n'y aura pas d'élection en 2017".

Pourquoi s'attarder à cette date ?

L'opposition politique congolaise, la communauté internationale et même l'Eglise catholique (acteur politique important dans ce géant d'Afrique centrale) ne peuvent accepter ce message et ne peuvent imaginer un instant une énième prolongation de facto du mandat du président Joseph Kabila dont le deuxième et dernier mandat est terminé depuis le 19 décembre. "Ces trois acteurs se sont tous fait berner par Kabila, nous explique un fin connaisseur de la chose politique congolaise qui préfère

Face à ces acteurs, les mouvements citoyens sont apparus comme les plus cohérents, les plus déterminés. Eux ont continué à manifester leur opposition à Kabila et à réclamer son départ dans le respect de la Constitution, ce qui a accru leur poids sur la scène politique, sans pour autant en faire un moteur de la contestation nationale.

Un poids qui a crû d'autant que les partis d'opposition sont allés de Charybde en Scylla. L'échec du 19 décembre a été suivi par le décès d'Etienne Tshisekedi le 1^{er} février, le raté de la mobilisation populaire le 10 avril... En face, les membres des mouvements citoyens continuaient leurs démonstrations et à sensibiliser la population.

Ce lundi 31 juillet, les partis politiques de l'opposition seront derrière les mouvements citoyens. La plupart des leaders de l'opposition (Martin Fayulu, Félix Tshisekedi ou Moïse Katumbi) ont envoyé un message de soutien et un appel à la mobilisation. Malgré cet appel, cette note demeure largement une union de circonstance. La classe politique congolaise a besoin de se refaire une virginité, tandis que la "Lucha", qui a montré ses limites en matière de mobilisation populaire, a besoin du relais des structures politiques. Mais les deux camps continuent de se regarder avec une belle dose de défiance.

Le manque de leadership au pays

La mobilisation de ce lundi devrait donc être, selon Fred Bauma, un des leaders de la "Lucha", le début d'un mouvement qui ne devrait s'arrêter qu'après le départ de Kabila. Une nouvelle dynamique qui a été rendue possible grâce à – ou à cause de –

l'évolution politique et économique de ces six derniers mois. Depuis le 19 décembre, l'opposition politique à Joseph Kabila a vécu plusieurs départs qui ont eu... le mérite de resserrer ses rangs. Pour faire simple : ceux qui devaient partir sont partis.

De l'autre côté, Joseph Kabila a clairement démontré qu'il ne voulait pas partir et qu'il sabotait tout le processus démocratique à cette fin. Les innombrables fuites sur la fortune du clan

"Cet homme est seul, nous sommes 80 millions."

Moïse Katumbi

Leader de l'opposition congolaise en exil.

rester anonyme "pour l'instant". La population congolaise n'a pas compris pourquoi ces trois-là avaient accepté de continuer à négocier avec Kabila au-delà du 19 décembre. Tous avaient répété que le respect strict de la Constitution, et donc le départ de Kabila à la fin de son second mandat, était leur seule préoccupation. Les évêques congolais ont dû être flattés du rôle qui leur était confié de mener ces négociations de la dernière chance. La communauté internationale a voulu y croire et l'opposition politique a suivi. Bien sûr, cette dernière a subi les pressions des évêques et des ambassadeurs internationaux, mais ils ont envoyé un message catastrophique à la population et ont perdu le peu de crédit qu'il leur restait."

Kabila l'ont aussi affaibli, tandis que les sanctions internationales contre certains ministres et membres de la police ou de l'armée ont fait naître de nouvelles tensions au sein du pouvoir. Ajoutez-y une inflation galopante (le franc congolais a perdu 50 % de sa valeur en un an) et une absence quasi totale d'investissements internationaux pour obtenir un tableau qui devrait être synonyme de fin de règne. Si Kabila se maintient vaille que vaille, c'est aussi parce qu'il n'a pas de vrai opposant au pays. Le seul capable de jouer ce rôle, Moïse Katumbi, vit en exil forcé en Europe et Kabila, qui a bien compris le danger, a instrumentalisé à souhait la justice congolaise pour l'empêcher de rentrer au pays.